



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES GRANDE CHINE ET MONGOLIE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE PÉKIN

Semaine du 5 avril 2021

SOMMAIRE

Chine continentale

Conjoncture [\(ici\)](#)

Réserves de change : les réserves de change de la Chine reculent pour le troisième mois consécutif

IPP et IPC : la plus forte hausse de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en mars depuis juillet 2018 et la première croissance positive de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en trois mois

Banque et finance [\(ici\)](#)

Finance verte : la finance au service des objectifs climatiques - un enjeu de plus en plus prégnant pour les autorités chinoises

Financement international : un rapport de synthèse des travaux effectués par un groupe de think tanks internationaux publie une analyse détaillée des modalités de prêts de la Chine aux pays émergents

Nomination à la PBoC : Li Bo devient sous-gouverneur de l'institution

Secteur bancaire : la PBoC a publié un projet de réglementation sur les fonds propres supplémentaires des banques d'importance systémique nationales

Marché boursier : plusieurs sociétés ont suspendu leurs projets d'IPO, les régulateurs chinois ayant resserré le contrôle à la suite de la suspension de la cotation d'Ant Group

Marché boursier : fusion entre le principal compartiment de la cote et le Second marché de la Bourse de Shenzhen

Marché obligataire : les investisseurs internationaux ont réduit pour la première fois leurs investissements en obligations souveraines de la Chine en deux ans

Marché obligataire : Brilliance Auto en situation de défaut depuis novembre fait face à de nombreuses poursuites judiciaires pour des dettes impayées totalisant près de 3 Mds RMB

Echanges et politique commerciale [\(ici\)](#)

Commerce bilatéral en janvier et février : les exportations françaises restent inférieures à leur niveau de 2019

Relations Chine - US : le département américain du Commerce a ajouté sept entreprises chinoises de supercalculateurs dans la « entity list »

Climat des affaires [\(ici\)](#)

Climat des affaires : la SAMR publie le plan législatif pour 2021

Industrie et numérique [\(ici\)](#)

Tourisme : des chiffres en hausse à l'occasion de la « fête des morts »

Terres rares : le conflit en Birmanie pourrait perturber la chaîne d'approvisionnement pour la Chine

Automobile : en partenariat avec le constructeur Arcfox, Huawei fournit une solution software pour la conduite autonome

Cloud : la plateforme européenne Gaia-X accueille Huawei, Alibaba Cloud parmi ses 212 nouveaux membres

Développement durable, énergie et transports [\(ici\)](#)

Aéronautique : China Eastern participera au plan de recapitalisation d'Air France KLM

Climat : l'extraction de bitcoins en Chine pourrait compromettre les objectifs climatiques nationaux d'après une nouvelle étude

Energie : la Chine a installé 76 % des nouvelles centrales à charbon dans le monde en 2020

Développement durable : le constructeur d'une centrale hydraulique au Yunnan condamné à investir 17,1 millions RMB dans la restauration écologique

Actualités régionales [\(ici\)](#)

Delta du Yangtsé : le tourisme durant la fête de Qingming atteint quasiment les niveaux pré-épidémique (2019)

Wuhan-automobile : le constructeur électrique chinois Xpeng annonce son intention de construire à Wuhan une nouvelle usine terminale

Wuhan-santé : Sinopharm prévoit de décupler sa capacité de production de vaccins à Wuhan d'ici à mai 2021

Hubei : nouvelles conférences de promotion des investissements.

Hong Kong et Macao [\(ici\)](#)

Hong Kong

Bourse : *HKEX lance une consultation afin d'alléger les règles de listing imposées aux firmes chinoises*

Reprise économique : *le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour Hong Kong à +4,3%*

Immobilier de bureau : *les prix poursuivent leur baisse à Hong Kong*

Facilités d'accueil des citoyens hongkongais au Royaume-Uni : *le gouvernement britannique annonce un plan de soutien à destination des familles émigrant avec un visa BN(O)*

Secteur financier : *Citi renforce sa présence à Hong Kong, planifiant de recruter 1500 à 1700 nouveaux salariés*

Macao

Casinos : *les revenus des casinos ont augmenté en mars de +58%*

Reprise économique : *le FMI relève ses prévisions de croissance 2021 pour Macao à +61%*

Taiwan [\(ici\)](#)

PIB: *le FMI a révisé ses prévisions de croissance pour Taïwan à 4,7% en 2021*

Export : *Taïwan est devenu le 15ème exportateur mondial en 2020*

Réserves de change : *la CBC signale l'effet négatif de l'évolution des taux de change*

ENR : *Taipower inaugure sa plus grande centrale solaire*

Electronique : *l'industrie des écrans plats sort du marasme*

Chine continentale

Conjoncture

Réserves de change : les réserves de change de la Chine reculent pour le troisième mois consécutif

D'après les données publiées par la SAFE le 7 avril, les réserves de change reviennent à 3170 Mds USD en mars, contre 3205 Mds USD en février, soit une réduction importante de 35Mds USD (-1,09% en g.m.). Il s'agit de la troisième baisse consécutive depuis le début de l'année, notamment en liaison avec le fort rebond du dollar depuis novembre. Eu égard aux variations de taux de change, les principales devises se sont globalement dépréciées par rapport au dollar en mars, le livre, l'euro et le yen se sont dépréciés respectivement de -1,1%, -2,9% et de -3,9%.

IPP et IPC : la plus forte hausse de l'Indice des Prix à la Production (IPP) en mars depuis juillet 2018 et la première croissance positive de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en trois mois

En mars, l'IPP affiche la plus forte hausse à +4,4% en g.a. depuis juillet 2018, contre +1,7% en février, compte tenu de l'augmentation des prix des matières premières dans le contexte de la reprise de l'économie mondiale. Concrètement, le secteur extractif et le secteur des matières premières enregistrent respectivement une hausse de +12,3% en g.a. et +10,1% en g.a. en mars, contre +6,8% et +2,9% en février. Sur une base mensuelle, l'IPP augmente de +1,6% en mars d'autant plus que les prix de l'extraction de pétrole et de gaz naturel croissent de +9,8% d'un mois à l'autre et que l'extraction des métaux s'accroît de +4,4% en g.m. Alimentés par la hausse des prix du pétrole brut dans le monde entier, les prix des produits pétroliers sur le marché chinois continuent de grimper.

L'IPC enregistre la première croissance positive de +0,4% en mars contre -0,2% en février. Cette évolution s'explique notamment par la hausse des prix non-alimentaires, passant de -0,2% à +0,7% en mars, dont le prix des biens de consommation industriels a augmenté de +1,0%, soit la première hausse depuis un an, principalement en raison de l'augmentation des prix de l'essence (+11,9% en g.a.) et du diesel (+12,8% en g.a.) par les autorités chinoises en mars. En revanche, le prix du porc poursuit sa contraction à -18,4% en mars contre -14,9% en février, compte tenu de la base relativement élevée de l'année précédente. Le gouvernement chinois s'attend à ce que l'IPC augmente d'environ 3% cette année, soit plus que la croissance réelle de 2,5% de l'année dernière, selon le Rapport annuel de travail du gouvernement de cette année. L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) progresse de +0,3% en mars contre 0% à fin février, alors qu'elle oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010.

Il convient de noter que le Comité de stabilité et de développement financier du Conseil des affaires d'Etat a tenu une réunion le 8 avril, en mentionnant que les prix devraient rester globalement stables tout en accordant une attention particulière à l'évolution des prix des matières premières

Retour au sommaire ([ici](#))

Banque et finance

Finance verte : la finance au service des objectifs climatiques - un enjeu de plus en plus prégnant pour les autorités chinoises

Le 1^{er} avril, le *Bureau d'Information du Conseil des affaires d'Etat* a tenu une conférence de presse sur le thème de la construction du « nouveau modèle de développement », visant à un développement de qualité, vert et équilibré à l'échelle nationale, et sur le rôle du secteur financier à cet égard. Lors de la conférence, Liu Guiping, sous-gouverneur de la PBoC, a souligné à plusieurs reprises les enjeux liés à la finance verte et détaillé les principaux travaux de la PBoC en la matière pour les années à venir.

Liu a tout d'abord cité les projets pilotes de réforme et d'innovation financière (finance verte, finance inclusive, finance dite « scientifique et technologique ») déployés par la PBoC à l'échelle régionale (région Beijing-Tianjin-Hebei, delta du Yangzi, Guangdong, Grande Baie de Hong Kong et Macao), ayant porté sur un vaste champ d'expérimentation (produits financiers verts, plates-formes de partage d'informations, interconnexion des marchés, supervision financière, etc.). En particulier, six provinces ont été le lieu d'accueil de zones pilotes sur la finance verte : le Zhejiang, le Jiangxi, le Guangdong, le Guizhou, le Gansu et le Xinjiang. Dans ces régions, les résultats sont présentés comme étant positifs : l'encours des prêts verts a atteint 236 Mds RMB en 2020, soit 15% de l'encours total du crédit (niveau supérieur de 4,3 points à la moyenne nationale).

Liu Guiping a ensuite détaillé les grands travaux de la PBoC dans sa stratégie au service de la lutte contre le changement climatique, au nombre de six :

- **L'élaboration d'un « système national de comptabilisation des émissions carbone »** afin d'aider les entreprises et les institutions financières à mieux mesurer l'ampleur et les effets de leurs activités « vertes ». La Chine ne dispose pas encore d'un système unifié pouvant être appliqué à l'échelle nationale, ce qui entrave le suivi des avancées en matière de contrôle des émissions de CO₂ ;
- **La mise en place d'un système de divulgation des informations dites « environnementales »**, avec des normes précises et unifiées. A ce titre, une nouvelle zone pilote de réforme et d'innovation sera lancée, en complément du programme lancé en 2020 dans la région de la Grande Baie et incluant 13 banques (pour rappel, dans le cadre de ce programme pilote, les banques devront publier un plan d'action sur la divulgation de leurs informations environnementales avant le 30 juin 2021). A ce jour, la publication de telles informations n'est pas obligatoire. Liu a ainsi réitéré les encouragements des autorités au partage des informations environnementales entre sociétés cotées, institutions financières, émetteurs d'obligations et divers acteurs de marché. Pour rappel, en 2019, l'AMAC, régulateur de premier niveau des sociétés de gestion d'actif, coiffé par la CSRC (homologue de l'AMF), avait initié des mesures en demandant aux sociétés de gestion d'actifs de procéder à leur auto-évaluation sur les pratiques « vertes » qu'elles menaient. Dans le cadre d'une étude, l'AMAC avait montré que seules 40% des sociétés analysées faisaient apparaître les « investissements verts » dans leur plan stratégique;
- **La construction d'un marché national du carbone**, introduisant des mécanismes incitatifs forts à la réduction des émissions de CO₂ ;

- **La création « d'outils de soutien à la politique de réduction des émissions de carbone »** (Liu mentionne que des recherches ont été initiées sur le sujet, sans préciser quelles formes ces outils pourraient prendre) ;
- **L'amélioration des mécanismes de prévention et de gestion des risques financiers climatiques**, notamment en intégrant ces risques au cadre réglementaire macro-prudentiel. Ce dernier, introduit début 2016, comprend actuellement des critères tels que les créances douteuses, l'exposition au risque de crédit et l'adéquation des fonds propres. Selon les propos de Ma Jun, membre du Comité de Politique monétaire de la PBoC, les risques financiers climatiques demeurent peu ou mal appréhendés par les institutions financières chinoises. Contrairement à d'autres banques centrales, la PBoC n'a pas encore réalisé de test de résistance aux risques climatiques financiers. Seule la banque ICBC avait réalisé en 2015 un tel *stress test*, dans l'objectif d'en publier les résultats dans le cadre de la présidence chinoise du G20 en 2016;
- **L'approfondissement de la coopération internationale sur la finance verte**. A ce titre, la PBoC a confirmé qu'elle menait conjointement avec l'UE des travaux afin de parvenir à une taxonomie commune en matière de finance et d'investissements verts, permettant ainsi aux entreprises d'évoluer dans un cadre réglementaire aligné sur les deux marchés. L'adoption de cette classification pourrait être examinée lors du prochain Sommet du G20 à Rome en octobre, selon les propos de Yi rapportés par le *Financial Times*. De plus, dans le sillage de la réactivation récente, par la présidence italienne du G20, du groupe de travail sur la finance durable dont la Chine et les Etats-Unis assurent la co-présidence, la PBoC devrait être en première ligne dans l'organisation des travaux et l'élaboration d'une feuille de route commune sur la finance durable ;
- **La construction de nouvelles zones pilotes relatives à la finance verte et à l'innovation financière**. A cet égard, Liu a énoncé que le renforcement de Shanghai en tant que centre financier international et le développement financier du delta du Yangzi pourraient entraîner des effets favorables sur l'essor de la finance verte, citant en particulier l'émergence « d'une plate-forme de services financiers verts ».

Lors du *China Development Forum* en mars, le gouverneur de la PBoC Yi Gang avait mis en exergue les nombreux défis que le changement climatique induisait en matière de stabilité financière et de politique monétaire, rappelant que les risques potentiels de crédit, de marché et de liquidité en résultant devaient être correctement évalués et traités. Selon lui, « des centaines de milliards de yuans » d'investissements seront nécessaires afin de réaliser les objectifs d'atteinte du pic d'émissions de CO₂ en 2030 et de neutralité carbone en 2060. La banque d'investissement *Goldman Sachs* estime quant à elle que la Chine devra investir 16.000 Mds USD au cours des vingt prochaines années afin d'atteindre ses objectifs climatiques. Si la transition vers une économie neutre en carbone introduit de nombreuses opportunités, elle pourrait également nécessiter une restructuration profonde du système financier et un changement dans la manière dont les institutions financières appréhendent leurs activités (actifs, investissements, gestion des risques, etc.).

Pour rappel, le développement de la finance verte a été identifié comme un objectif clé du 14^{ème} Plan Quinquennal publié lors des *Lianghui* et de la feuille de route annuelle de la PBoC pour l'année 2021, rendue publique en janvier. Dans le *Rapport de Politique monétaire du quatrième trimestre 2020*, la PBoC soulignait également la nécessité de mettre en œuvre des mécanismes incitatifs et dissuasifs via la mise en place d'outils de *refinancing* et *rediscounting*, au service des enjeux environnementaux nationaux.

Financement international : un rapport de synthèse des travaux effectués par un groupe de *think tanks* internationaux publie une analyse détaillée des modalités de prêts de la Chine aux pays émergents

Dans le sillage des travaux déjà effectués par le *Center for Global Development*, celui-ci, conjointement avec le *Peterson Institute*, l'*IfW (Institut für Weltwirtschaft)* de Kiel et l'*AidData*, vient de publier un rapport [How China Lends: A Rare Look into 100 Debt Contracts with Foreign Governments](#). Ce rapport examine en profondeur la politique de prêts accordés par la Chine à des gouvernements étrangers, à l'appui d'un échantillon de cent contrats de crédits. En effet, bien que la Chine soit devenue en vingt ans le principal créancier bilatéral vis-à-vis des pays à faible/moyen revenu, il existe dans la littérature assez peu d'éléments documentant les modalités et conditions auxquelles ces prêts sont accordés. Le sujet revêt actuellement une acuité d'autant plus élevée qu'en janvier 2021, près de la moitié des pays à faible revenu étaient en situation de « *debt distress* » ou faisaient face à un risque élevé de « *debt distress* », alimentant ainsi une analyse fantasmée sur une Chine susceptible de mener de manière opaque « une diplomatie du piège de la dette » et assortissant ses contrats de prêts de clauses léonines en cas de risque renforcé d'événement de crédit.

Le rapport examine une centaine de contrats entre des entités publiques chinoises et des emprunteurs publics ressortissant à 24 pays de par le monde, pour un montant total de 36,6 Mds USD sur une période allant de 2000 à 2020. La ventilation des prêts serait homothétique de la politique de prêts accordés par la Chine aux pays émergents, avec une part prépondérante des prêts alloués à des pays à revenu intermédiaire (90%, dont 54% aux pays à revenu intermédiaire inférieur et 36% ressortissant aux pays de la tranche supérieure). Dans 84 pour cent des cas, le prêteur est soit l'*Eximbank*, soit la *China Development Bank*, les deux principales banques de développement chinoises, qui consolident de manière équilibrée 87% de l'enveloppe de prêts recensés dans l'échantillon. Les autres prêteurs (banques commerciales comme ICBC ou Bank of China ainsi que les SOE chinoises à l'origine de crédits fournisseur et bien sûr l'Etat central) ne jouent qu'un rôle d'appoint, avec 13% de l'enveloppe de prêts.

Au vu de la teneur des contrats de prêts, dont l'échantillon est jugé par les auteurs comme suffisamment représentatif pour illustrer les modalités dont sont assortis les quelque 2000 prêts consentis par des entités publiques chinoises au cours de la période sous revue, il apparaît que : tous les contrats signés après 2014 seraient assortis d'une clause de confidentialité renforcée¹, aggravant la difficulté pour les autres créanciers d'objectiver la situation financière réelle du débiteur ; 30% des contrats comporteraient une clause imposant au débiteur souverain la constitution d'un compte séquestre jouant le rôle d'une sûreté financière (préférée par les entités publiques chinoises aux sûretés réelles, celles-ci étant jugées moins liquides que celles-là) et alimenté par les flux de revenus générés par l'investissement au financement duquel le prêt accordé a contribué; près des trois quarts des contrats seraient assortis d'une mention dite « non Club de Paris », de manière à imposer au débiteur souverain un traitement spécifique de la dette contractée avec le prêteur chinois (en évitant notamment qu'elle ne soit soumise à un processus de restructuration homogène avec les autres dettes contractées avec des créanciers bilatéraux publics) et conférer ainsi aux prêts chinois un caractère de séniorité par rapport aux autres prêts, tout en étant susceptible de renforcer l'influence politique de la Chine auprès de l'Etat client. Enfin tous les

¹ Le rapport insiste beaucoup sur l'attachement des créanciers chinois à ces clauses de confidentialité, beaucoup moins utilisées dans les contrats passés avec des créanciers ressortissant à d'autres nationalités. Elément de singularité supplémentaire, alors que les contrats-types imposent le respect de ces clauses aux créanciers, en l'espèce, ces clauses constituent une obligation pour le débiteur, dans le cas des contrats de prêts avec des entités chinoises ;

contrats de prêts accordés par les deux banques de développement chinoises (Eximbank et CDB) comporteraient une clause de *cross-default* qui les habilite à dénoncer le prêt contracté et à en demander un remboursement anticipé en cas de défaut de l'emprunteur sur des prêts contractés auprès de tiers créanciers. Surtout, le caractère concessionnel (ou non) du prêt ne modifie pas les caractéristiques des contrats, qui intègreraient ainsi des clauses de protection renforcée pour le créancier, indépendamment de l'élément de bonification du prêt apporté par le souverain chinois.

Nomination à la PBoC : Li Bo devient sous-gouverneur de l'institution

Originaire de Chongqing, M. Li Bo, qui a démissionné en mars 2021 du poste de maire adjoint de cette ville, vient de rejoindre la Banque Populaire de Chine (PBoC, banque centrale chinoise) en qualité de sous-gouverneur chargé essentiellement des affaires relatives au contrôle macro-prudentiel et également à la coopération internationale.

Né en 1972 et titulaire d'un diplôme d'économie internationale de l'Université du Peuple (Renmin University), Li a effectué par la suite des études aux Etats-Unis, où il a obtenu un doctorat en économie de l'Université de Stanford et un doctorat en droit de l'Université Harvard après 7 ans d'étude entre 1992 et 1999. Li a ensuite exercé son métier d'avocat à plein temps au siège de *Davis Polk & Wardwell* LLP à New York entre 1999 et 2003 et puis au bureau de Hong Kong de la même société entre 2003 et 2004. Li a ensuite été recruté aux fonctions de Directeur Général Adjoint de la Réglementation par la PBoC en juin 2004 avant d'être confirmé officiellement dans ses fonctions en septembre 2005 et de devenir Directeur Général du Département en janvier 2009. Li est ensuite devenu Directeur Général de la politique monétaire entre 2009 et 2018. Il a été également en charge du Bureau des opérations en RMB transfrontalières de la PBoC Shanghai et en charge du Bureau des opérations d'*open-market*, avant d'être nommé en août 2018 Vice-président de la Fédération panchinoise des Chinois d'outre-mer revenus dans la mère-patrie (*All-China Federation of Returned Overseas Chinese*). Il a ensuite été maire adjoint de la ville de Chongqing entre septembre 2019 et mars 2021.

Li Bo a été particulièrement mobilisé dans la réforme des banques commerciales publiques transformées en sociétés par actions ainsi que dans le projet pilote de règlement en RMB pour les opérations transfrontalières. Il a participé également à la rédaction et à la révision de certaines lois et règlements tels que la « loi anti-blanchiment », les « règlements sur le contrôle des changes » (révision) et les « règlements sur le contrôle des investigations de crédit ».

Pour mémoire, le Gouverneur de la PBoC est assisté par six sous-gouverneurs : M. GUO Shuqing qui occupe également les fonctions de Secrétaire Général du Parti de la PBoC et de Président de la CBIRC (*China Banking and Insurance Regulatory Commission*), M. CHEN Yulu, M. PAN Gongsheng qui est aussi le chef de la SAFE (*State Administration of Foreign Exchange*), M. FAN Yifei, M. LIU Guiping et M. LIU Guoqiang.

Secteur bancaire : la PBoC a publié un projet de réglementation sur les fonds propres supplémentaires des banques d'importance systémique nationales

Le 6 avril, la PBoC a publié un projet de réglementation sur les fonds propres supplémentaires des banques d'importance systémique nationales (celles dont la faillite désordonnée, en raison de leur taille, complexité et de

leur interconnexion systémique, causerait des troubles importants au système financier dans son ensemble et à l'activité économique) :

i) Les banques d'importance systémique seront scindées en cinq groupes pour respecter des exigences respectives de fonds propres supplémentaires de 0,25%, 0,5%, 0,75%, 1% et 1,5%, ce qui implique que leurs ratios de fonds propres de base de niveau 1 réglementaires s'élèvent à 7,75%, 8%, 8,25%, 8,5% et 9%. Le document stipule également que si une banque est reconnue à la fois comme banque d'importance systémique sur le plan national et banque d'importance systémique internationale en même temps, les exigences de fonds propres supplémentaires ne se superposent pas, la norme la plus contraignante s'imposant. Selon Bâle III, l'exigence de capital supplémentaire pour les banques d'importance systémique s'établit entre 1% et 3,5%. Cependant, dans la mesure où il n'existe actuellement aucune institution financière dans le groupe 3,5%, et que *JPMorgan Chase* s'est retiré du groupe 2,5% en 2020, la fourchette réelle internationale est comprise entre 1% et 2%;

ii) Le ratio de levier supplémentaire réglementaire sera de 50% de l'exigence de capital supplémentaire. Autrement dit, les exigences supplémentaires en matière de ratio de levier allant des premier au cinquième groupes sont de 0,125%, 0,25%, 0,375%, 0,5%, 0,75%, et selon les « Mesures de gestion du ratio de levier des banques commerciales », le ratio de levier ne doit pas être inférieur à 4%, de sorte que les exigences réglementaires relatives au ratio de levier du premier au cinquième groupe ne soient pas inférieures à 4,125%, 4,25%, 4,375%, 4,55%, 4,75% ;

La PBoC a déclaré que cette réglementation sur le capital supplémentaire constitue un cadre général pour la surveillance bancaire d'importance systémique. Elle prend non seulement en compte la pratique internationale de surveillance bancaire d'importance systémique, mais intègre également les caractéristiques du secteur bancaire de la Chine. En décembre 2020, les « Mesures d'évaluation pour les banques d'importance systémique » ont été publiées conjointement par la PBoC et la CBIRC. Afin de définir la liste des banques d'importance systémique et le suivi de la surveillance, il est nécessaire de promulguer la réglementation sur le capital supplémentaire dès que possible.

CITIC Securities prévoit que les mesures de surveillance sur les banques d'importance systémique domestiques seront pleinement mises en œuvre en 2022. CITIC estime également que les banques participantes comprendront six grandes banques commerciales d'Etat, trois *policy banks*, douze *joint-stock banks* et des banques commerciales urbaines de la ville de Pékin, Shanghai, Jiangsu, Ningbo, Nanjing, Huishang, Shengjing et Hangzhou, et la *Chongqing Rural Commercial Bank*. Selon les dernières données publiées par ces 30 banques, on constate que les grandes banques publiques et la plupart des *joint-stock banks* affichent des ratios d'adéquation des fonds propres relativement élevés pour respecter la nouvelle réglementation. Cependant, les ratios d'adéquation des fonds propres de niveau I de *Huishang Bank*, *Bank of Hangzhou*, *Minsheng Bank*, *Ping An Bank*, *Hua Xia Bank* et *China CITIC Bank* sont relativement faibles et subissent certaines pressions supplémentaires.

Les ratios de fonds propres de base de niveau 1

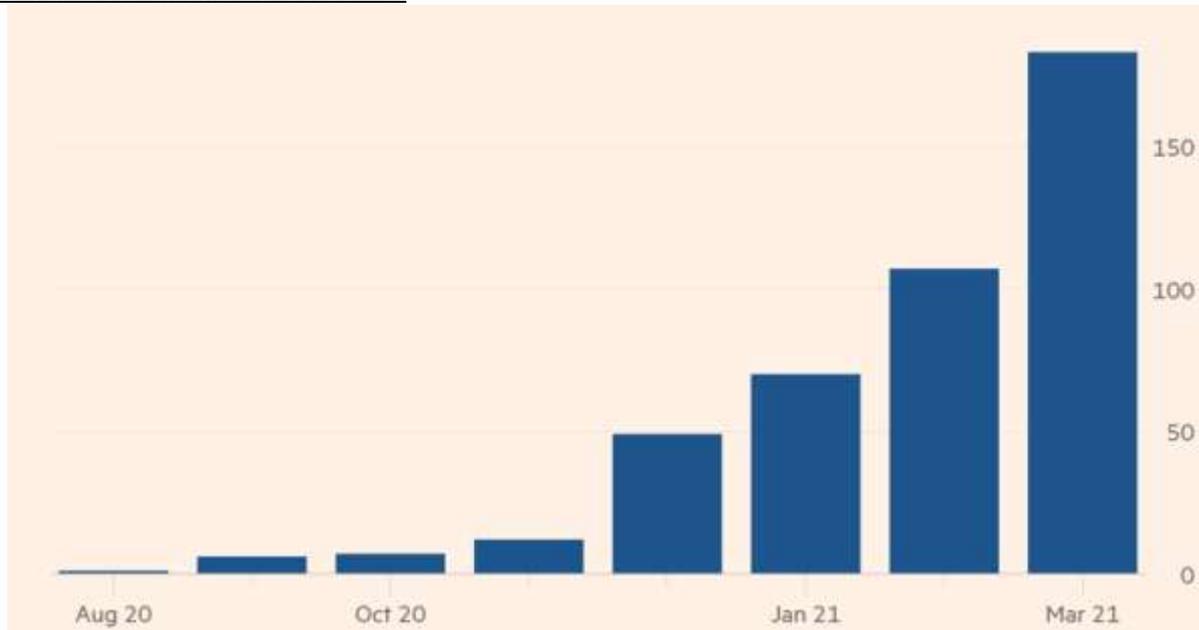
BOC	11,28%	Export-Import Bank	-
ICBC	13,18%	Agricultural Development Bank	-
ABC	11,04%	China Development Bank	9,89%
CCB	13,62%	Huishang Bank	8,04%
BOCOM	10,87%	Shengjing Bank	11,07%
Postal Savings Bank	9,60%	Chongqing Rural Commercial Bank	11,96%
China Merchants Bank	10,68%	Bank of Beijing	9,20%
CITIC Bank	8,74%	Bank of Shanghai	9,53%
Everbright Bank	9,02%	Bank of Jiangsu	8,45%
Shanghai Pudong Development Bank	9,51%	Bank of Ningbo	9,37%
Industrial Bank	9,33%	Bank of Nanjing	9,86%
Minsheng Bank	8,51%	Bank of Hangzhou	8,48%
Ping An Bank	8,69%	Huaxia Bank	8,72%
Bohai Bank	8,88%	China Guangfa Bank	9,35%
Zheshang Bank	8,75%	Hengfeng Bank	9,68%

Source : *CITIC Securities*

Marché boursier : plusieurs sociétés ont suspendu leurs projets d'IPO, les régulateurs chinois ayant resserré le contrôle à la suite de la suspension de la cotation d'Ant Group

Un nombre croissant d'IPO en souffrance est réapparu en Chine, compte tenu du resserrement du contrôle des régulateurs à la suite de la suspension inopinée de la cotation d'*Ant Group*, obligeant plusieurs sociétés à suspendre leurs projets d'introduction en bourse. Le nombre d'entreprises sur la liste d'attente des IPO en Chine est désormais passé à près de 2300, un arriéré qui prendrait environ quatre ans pour se résorber en tenant compte du rythme des introductions en bourse réalisées en 2020. Sur le *Star Market* de Shanghai, un nombre record de 76 entreprises ont suspendu leurs demandes d'introduction en bourse en mars, soit le double du mois précédent. En novembre, mois au cours duquel Pékin a retiré la cotation d'*Ant Group* en raison de préoccupations concernant ses activités de prêt, le nombre total d'introductions en bourse suspendues n'était que de 12.

Suspension des IPO sur le STAR Market



Source : *Financial Times*

Le contrôle s'est intensifié ces derniers mois, la CSRC accusant la bourse de Shanghai d'avoir validé trop rapidement l'IPO d'*Ant Group*. Si les sponsors ne parviennent pas à expliquer correctement les doutes persistants sur l'intégrité des actifs des candidats à l'introduction en bourse, l'indépendance commerciale, les données financières ou la clarté des enjeux détenus par les actionnaires de contrôle, la bourse de Shanghai effectuera une supervision et une inspection sur place des sponsors. Par ailleurs, la CSRC a publié en février de nouvelles règles sur la manière dont les sociétés cotées doivent divulguer les informations aux actionnaires. Les nouvelles règles comprennent des exigences plus détaillées sur la divulgation des actionnaires indirects à plusieurs niveaux et des périodes de blocage des actions afin de lutter contre la participation illégale et les conflits d'intérêt.

Lancé à la mi-2019, le STAR Market a adopté un système d'introduction en bourse fondé sur des méthodes d'enregistrement davantage axées sur le marché que l'ancien processus en vigueur, davantage tributaire de la divulgation d'informations. La réforme visait à résoudre les problèmes liés aux arriérés d'introduction en bourse en rationalisant le processus d'examen et en allégeant les restrictions pour les entreprises technologiques qui envisagent de faire appel au marché pour financer leur croissance. Néanmoins, la CSRC revient maintenant sur cet engagement. Le directeur d'une banque d'investissement a récemment déclaré à Caixin que les entreprises candidates recevaient beaucoup plus de demandes de la part des bourses de Shanghai et de Shenzhen et que les bourses effectuaient davantage d'inspections. Cette surveillance plus stricte aurait ainsi conduit certaines entreprises à abandonner leurs projets d'introduction en bourse, selon lui. Les suspensions pourraient également compliquer les efforts de la Chine pour développer ses marchés de capitaux domestiques - depuis longtemps une priorité politique pour Pékin qui a été rendue plus urgente par une loi américaine adoptée en décembre qui pourrait forcer les sociétés chinoises cotées à se retirer de *Wall Street*.

Marché boursier : fusion entre le principal compartiment de la cote et le Second marché de la Bourse de Shenzhen

La fusion entre le principal compartiment de la cote (Main Board, constitué à l'origine des capitalisations boursières les plus importantes) et le Second marché (SME Board, constitué de petites et moyennes entreprises) du Shenzhen Stock Exchange, a été officiellement mise en œuvre le 6 avril. Cette fusion, approuvée en février par la CSRC, a pour objet d'approfondir la réforme du marché des capitaux, en renforçant le rôle, notamment eu égard au financement des PME, tout en visant à terme une plus grande intégration financière de la Greater Bay Area (Canton-Hong Kong-Macao). Sauf modification significative des fondamentaux, il ne devrait pas y avoir de changement majeur en terme de liquidité et d'évaluation entre les différentes actions. L'un des autres objectifs de la réforme est de mieux mettre en exergue les spécificités du ChiNext, troisième compartiment de la cote et consacré aux valeurs technologiques et à fort potentiel d'innovation.

Pour mémoire, le Second marché avait été créé en 2004 comme une excroissance du principal compartiment de la cote, afin de faciliter l'accès des PME à des financements de marché, ce qui a constitué une étape importante dans le lancement du troisième compartiment de la Bourse de Shenzhen, le ChiNext, créé en 2009 et consacré aux valeurs technologiques. La capitalisation totale du Second marché, où ont été introduits de nombreux titres de qualité, est passée de 40 Mds RMB en 2004 à plus de 13 000 Mds RMB actuellement. Il a ouvert ainsi de nouveaux canaux permettant à nombre de PME ainsi qu'à des entreprises du secteur privé d'entrer sur le marché des capitaux.

A l'exception de quelques clauses, les lois et règlements régissant la cotation des deux compartiments étaient globalement identiques, facilitant *de facto* la fusion. En outre, la distinction entre les deux compartiments devenait de plus en plus ténue, au fur et à mesure que nombre d'entreprises de premier plan, telles que Suning, Hikvision et SF Holdings étaient introduites au Second marché (SME Board). Et désormais, avec la création du ChiNext en 2009 et du STAR Market en 2019, les PME et les entreprises de haute technologie peuvent passer par ces derniers, au lieu de s'introduire en bourse via le SME Board. Ce compartiment a donc accompli sa mission historique sur la voie de la transition vers une plus grande intégration/modernisation des marchés.

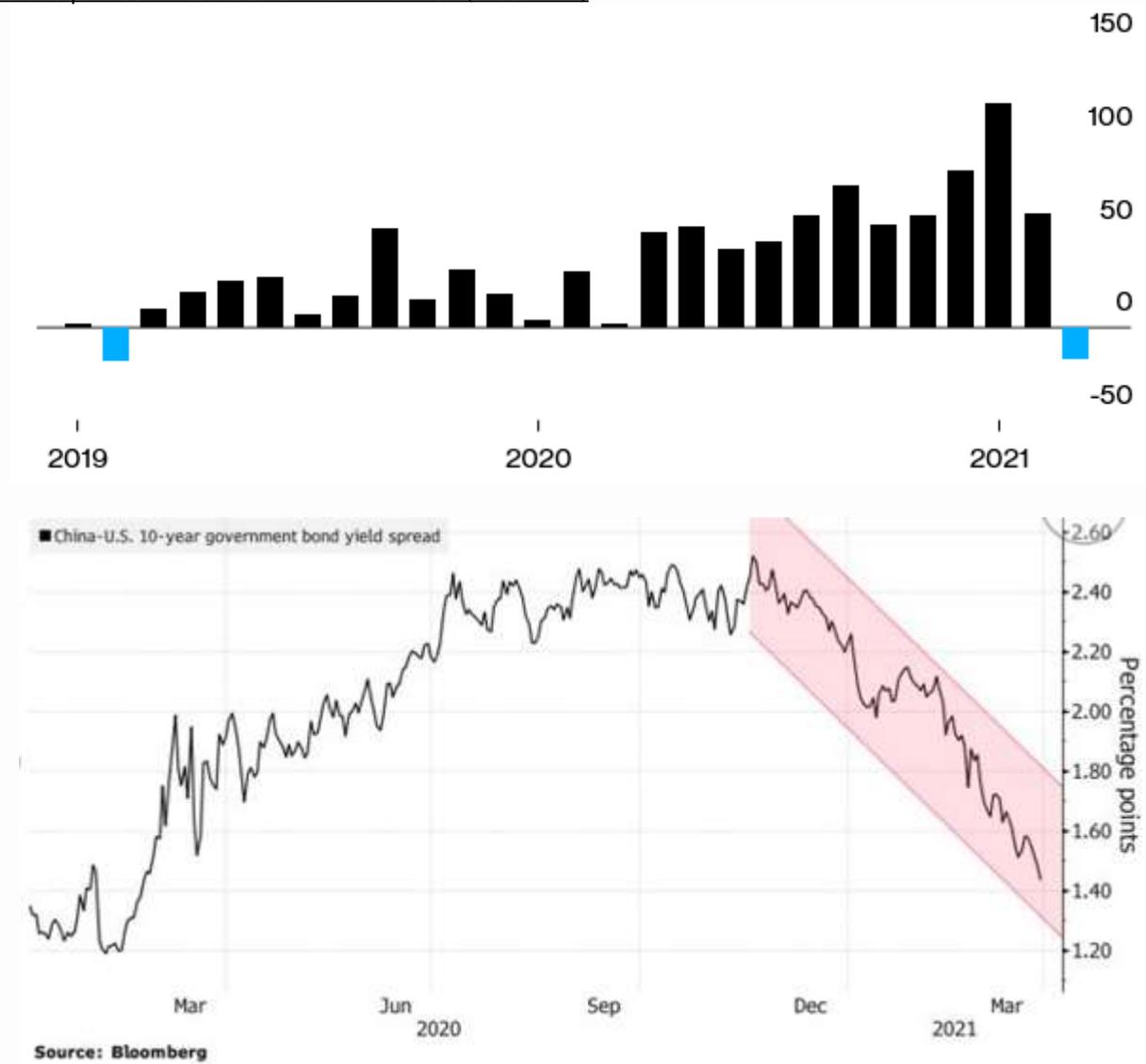
Pour mémoire, jusqu'au 2 avril il y avait sur la Bourse de Shenzhen 468 sociétés cotées sur le principal compartiment, dont la capitalisation totale était d'environ 10 000 Mds RMB et 1004 sociétés cotées au Second marché (*SME Board*) avec 13 400 Mds RMB. Après la fusion des deux compartiments, le nombre total de sociétés cotées sur la Bourse de Shenzhen (hors ChiNext) s'élève à plus de 1470, soit 35% de celui du marché A-share. Sa capitalisation dépasse 23 000 Mds RMB, soit environ 30% de celle du marché A-share.

Marché obligataire : les investisseurs internationaux ont réduit pour la première fois leurs investissements en obligations souveraines de la Chine en deux ans

En mars, les investisseurs internationaux ont réduit pour la première fois leurs engagements en obligations souveraines de la Chine en deux ans, en liaison avec la réduction de la prime de rendement (*spread*) par rapport aux bons du Trésor américains. Les investisseurs internationaux détenaient 2040 Mds RMB (312 Mds USD) d'obligations d'Etat chinoises à fin mars, soit une diminution de 16,5 Mds RMB par rapport au montant record détenu en février. Les prises de bénéfice s'expliquent peut-être également en partie par le fait que *FTSE Russell* a déclaré le mois dernier que l'inclusion des obligations chinoises dans son indice obligataire mondial serait effective au terme d'une période de trois ans, au lieu des 12 mois initialement envisagés. Pour mémoire, les investisseurs internationaux avaient augmenté leurs avoirs d'obligations chinoises de plus de 1000 Mds RMB (153Mds USD) l'année dernière pour atteindre un record de 3300 Mds RMB à fin décembre (dont 1890 Mds RMB

d'obligations d'Etat chinoises détenues par les non-résidents), dans un contexte d'inclusion indicielle, de diversification des portefeuilles et de différentiel de rendement très favorable aux titres chinois. Cette attraction devrait s'éroder davantage, certains analystes à Wall Street prévoyant que le rendement du bon du Trésor américain passerait à 2%.

Variation mensuelle de l'encours des obligations souveraines chinoises détenues par les investisseurs internationaux (Mds RMB)



Marché obligataire : *Brilliance Auto* en situation de défaut depuis novembre fait face à de nombreuses poursuites judiciaires pour des dettes impayées totalisant près de 3 Mds RMB

Le constructeur automobile chinois Brilliance Auto Group Holdings Co. Ltd., fait face à de nombreuses poursuites judiciaires pour des dettes impayées totalisant près de 3 Mds RMB (457M USD). *Brilliance Auto* a débuté un processus de restructuration de sa dette en souffrance en novembre après avoir échoué à rembourser les créanciers. La décision du tribunal est intervenue environ un mois après que *Brilliance Auto* n'a pas remboursé 152M USD en principal et 53M USD d'intérêts sur les obligations venues à échéance le 23 octobre. En novembre, le régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) a lancé un avertissement à *Brilliance Auto* et une enquête sur d'éventuelles violations de la divulgation d'informations. En décembre, Qi Yumin, qui était président et chef du comité du Parti communiste de *Brilliance Auto* jusqu'en 2019, a été placé sous enquête. En janvier, la Bourse de Shanghai a infligé une sanction disciplinaire à *Brilliance Auto*, condamnant la société et ses dirigeants. Sans divulguer la nature des sanctions, la Bourse a déclaré que la société avait enfreint les règles de cotation des obligations de la bourse, les règles de transfert d'obligations et les directives de gestion du risque de crédit.

Brilliance Auto est une entreprise publique affiliée à la SASAC de la province du Liaoning (80% de participation), avec des actifs de près de 200 Mds RMB. Actuellement, elle possède quatre filiales cotées, à savoir *Brilliance China*, *Jinbei Automobile Co., Ltd.*, *Shanghai Shenhua Holdings Co., Ltd.* et *China Dynamics Holdings Co., Ltd.* *Brilliance Auto* est surtout connue en dehors de la Chine pour sa collaboration avec BMW depuis 2003. Jusqu'à présent, *Brilliance Auto* a émis au total 34 obligations dont 14 obligations restantes, pour un encours de 16,2 Mds RMB.

Retour au sommaire ([ici](#))



Echanges et politique commerciale

Commerce bilatéral en janvier et février : les exportations françaises restent inférieures à leur niveau de 2019

(source : douanes françaises)

- **Les exportations françaises de biens vers la Chine ont fortement augmenté** sur les deux premiers mois de l'année par rapport à leur niveau de 2020 (+46,9 % à 3,2 Mds EUR) **mais cette hausse s'explique par un effet de base**, les exportations vers la Chine ayant baissé de 43 % au cours des deux premiers mois de 2020 du fait de la chute des ventes aéronautiques ;
- **Les exportations françaises restent inférieures à leur niveau de 2019** (3,2 Mds EUR vs. 3,8 Mds EUR) du fait des faibles ventes du secteur aéronautique (373 MEUR vs. 1,9 Md EUR en 2019) ;
- **Les exportations dans les autres secteurs sont dynamiques.** Hors aéronautique, les exportations françaises sont largement supérieures à leur niveau de 2019 (2,8 Mds EUR vs. 1,9 Md EUR). Dans un contexte où les touristes chinois ne peuvent plus voyager en France, les exportations françaises de produits de luxe^[1] ont fortement augmenté (de 872 MEUR vs. 401 MEUR, dont 381 MEUR vs. 58 MEUR pour la maroquinerie) ; les ventes du secteur agricole et agroalimentaire ont également bondi (628 MEUR vs. 315 MEUR) grâce aux ventes de produits de la culture et de l'élevage – en particulier de céréales – (182 MEUR vs. 7 MEUR) et de viandes (114 MEUR vs. 43 MEUR).
- **Les importations françaises de biens chinois ont continué d'augmenter** : +4,4 % en g.a. à 9,2 Mds EUR (NB : en 2020, les importations en provenance de Chine n'avaient commencé à baisser qu'en mars) ;
- Les achats de produits **informatiques et électroniques** (+25,3 % à 2,7 Md EUR), dont les téléphones (+18,4 % à 1,0 Md EUR) et les ordinateurs (+30,2 % à 993,8 MEUR).
- Les importations de produits **textiles et d'habillement** ont diminué (-16,9 % à 1,4 Md EUR) malgré la légère augmentation des importations de masques (de 37 MEUR à 106 MEUR). Le niveau des importations de masques a en revanche largement baissé depuis le début de la pandémie ;
- Le déficit commercial français a diminué : -9,5 % à 6,0 Mds EUR mais reste bien au-dessus de son niveau de 2019 (5,0 Mds EUR).

^[1] Boissons, parfums, cosmétiques, cuir, bagagerie, bijouterie, joaillerie et objets d'art

Echanges de biens entre la France et la Chine entre janvier et février 2021 :

	Montant (MEUR)	Evolution en g.a.
Echanges totaux	12 462	+12,9 %
Exportations françaises	3 219	+46,9 %
<i>Agricole et agroalimentaire</i>	628	+98,4 %
<i>Chimie, parfums, cosmétiques</i>	503	+30,5 %
<i>Matériel de transport</i>	426	+26,2 %
Importations françaises	9 243	+4,4 %
<i>Informatique, électronique</i>	2 727	+25,3 %
<i>Textile, habillement, chaussures</i>	1 390	-16,9 %
<i>Equip. électriques et ménagers</i>	1 186	+5,1 %
Balance commerciale	-6,0	Baisse du déficit de 9,5 % (-634 MEUR)

Importation de masques en provenance de Chine (MEUR)

janv- 20	févr- 20	mars- 20	avr- 20	mai- 20	juin- 20	juil- 20	août- 20	sept- 20	oct- 20	nov- 20	déc- 20	janv- 21	févr- 21
17	20	41	687	1 538	915	572	401	396	214	119	56	50	57

Relations Chine - US : le département américain du Commerce a ajouté sept entreprises chinoises de supercalculateurs dans la « *entity list* »

Le *Bureau of Industry and Security* (BIS) du département américain du Commerce a [ajouté](#) sept entreprises chinoises et laboratoires gouvernementaux de supercalculateurs à la « *Entity List* », citant des activités contraires aux intérêts de la sécurité nationale et de la politique étrangère des Etats-Unis, mais également en raison de leur implication dans la fabrication de [supercalculateurs](#) qui permettraient le développement d'applications militaires (armes modernes et systèmes de sécurité nationale, comme les armes nucléaires ou encore hypersoniques). Sont concernées quatre branches du *China National Supercomputing Centre* (les centres nationaux de supercalcul de Jinan, Shenzhen, Wuxi et Zhengzhou), ainsi que trois entreprises de semi-conducteurs : Tianjin Phytium Information Technology (Phytium), Shanghai High-Performance Integrated Circuit Design Centre, Sunway Microelectronics. Ces trois dernières seraient liées à l'Armée populaire de libération (APL), notamment Phytium dont les microprocesseurs seraient intégrés aux supercalculateurs du complexe de recherche aérodynamique China Aerodynamics Research and Development Center (CARDRC) le plus grand de Chine, qui conduit des recherches sur les armes hypersoniques. D'importantes capacités calculs sont en effet nécessaires au développement des missiles hypersoniques – qui se déplacent à au moins [5 fois la vitesse du son](#) (Mach 5), soit quasi-inarrêtables.

Ces sept entités sont liées à l'ambition chinoise d'être en pointe dans les supercalculateurs, notamment de [construire un supercalculateur exaflopique](#) (dont la puissance de calcul dépasse 10^{18} flops²), soit la prochaine étape dans la performance de calculateur : à titre de comparaison, les supercalculateurs les plus puissants du monde sont le [Fugaku](#) (Japon) avec une puissance de 415 pétaflops (10^{15} flops – soit 0,415 exaflops) qui a dépassé en juin 2020 le [Summit](#) (Etats-Unis) dont la puissance de calcul est 148 pétaflops. La Chine détient [le quatrième supercalculateur le plus puissant du monde](#), Sunway Taihulight (93 pétaflops). Parmi le top 500 des supercalculateurs en 2019, [219 sont chinois](#), contre 116 américaines. Après Tianhe-1 et Tianhe-2 (supercalculateurs de puissances respectives de 2,5 et 33,86 pétaflops implantés respectivement à Tianjin et Canton et non-inclus dans la liste des sanctions), la Chine développe Tianhe-3, qu'elle espère exaflopique et souhaitait mettre en opération [en 2020](#). En mai 2019, les autorités avaient ainsi incité l'université nationale de technologie de défense (NUDT), le centre de recherche national d'ingénierie et de technologie de calcul parallèle (NRCPC) et Sugon à créer des *designs* exaflopiques. Outre les filiales explicitées visées, le centre national de supercalculateurs détient également des centres à Tianjin (Tianhe 1), Canton (Tianhe 2), Changsha (associé au programme 863 du Ministère des Sciences et Technologies) et Kunshan (utilisations IA, médical, topographies...). A noter par ailleurs que dans la course aux supercalculateurs exaflopiques, les Etats-Unis espèrent lancer prochainement [leur propre système exaflopique](#) avec les constructions prochaines de [Frontier](#) et [Aurora](#), prévus pour 2021, et El Capitan, pour 2022.

Placer ces sept entreprises et centres sur la liste des entités signale la volonté américaine de freiner le développement des capacités de l'APL de manière plus ciblée. La secrétaire au Commerce, Gina Raimondo, a déclaré que « le département du Commerce utilisera toute l'étendue de son autorité pour empêcher la Chine d'utiliser les technologies américaines pour soutenir ces efforts de modernisation militaire déstabilisants ». Il s'agit de la première action de l'administration Biden restreignant l'accès de la Chine aux technologies américaines. Cette mesure n'empêche cependant pas les entreprises étrangères de fournir les groupes sanctionnés en biens

² Un FLOPS (*floating point operations per second* ou opérations à virgule flottante par seconde) est une unité de mesure de la puissance de calcul d'un système informatique.

contenant une part de technologie américaine, la « *foreign direct product rule* » ne s'appliquant pas en l'espèce (à l'inverse de la majorité des sanctions prises par l'administration Trump qui sont toujours appliquées, cf. tableau infra).

[Selon le Washington Post](#), les semi-conducteurs conçus par Phytium s'appuient notamment sur des technologies américaines (de Cadence Design Systems et Synopsys, deux des quatre entreprises contrôlant 90% du marché des logiciels EDA) pour les composants de supercalculateurs employés dans le développement de missiles hypersoniques. Placer ces entreprises sur la liste des entités revient en effet à priver Cadence Design Systems et Synopsys de fournir leurs solutions aux entreprises chinoises, à moins d'obtenir une licence d'exportation.

En 2015, le département du Commerce avait déjà sanctionné des entités liées à la performance de calcul et militaire, plaçant par exemple le centre de supercalcul national de Tianjin et l'université nationale de technologie de défense (deux institutions de l'APL) sur la liste des entités. Le laboratoire de supercalcul de Tianjin, avant ces mesures, utilisait notamment des puces développées par Intel pour son supercalculateur Tianhe-1. En 2019, cinq entités impliquées dans des projets de supercalculateurs exaflopiques, dont Sugon, avaient également été ajoutées sur la liste.

Récapitulatif des principales sanctions américaines visant des entreprises chinoises

Date	Entreprise(s) concernée(s)	Nature de la mesure
Avril 2018	ZTE (télécommunications)	Interdiction de commercer pendant 7 ans avec les entreprises américaines (<i>levée de l'interdiction en juin, en échange de l'imposition d'une lourde amende</i>)
Octobre 2018	CGN (nucléaire civil)	Mesures de contrôle des exportations, étendues en août 2019 avec l'inscription de CGN sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir CGN sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Octobre 2018	Jinhua (semi-conducteurs)	Inscription sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir Jinhua sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Mai 2019	China Mobile (télécommunications)	Interdiction d'opérer sur le territoire américain (fourniture de services de télécommunications internationaux)
Mai 2019	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Inscription de Huawei sur la « liste des entités » (<i>interdiction aux entreprises américaines de</i>

		<i>fournir Huawei sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Juin 2019	Sugon (superordinateurs)	Inscription de Sugon sur la « liste des entités » <i>(interdiction aux entreprises américaines de fournir Sugon sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Juillet 2019	Zhuhai (pétrole) Zhenrong	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / blocage des biens et intérêts de l'entreprise sur le territoire américain
Août 2019	Huawei, ZTE (télécommunications), Hikvision, Dahua, Hytera (vidéosurveillance)	Interdiction de participer aux marchés publics conduits par les administrations fédérales américaines
Septembre 2019	Filiales de COSCO (transport maritime)	Violation des sanctions vis-à-vis de l'Iran / gel des avoirs américains
Octobre 2019	Hikvision, Dahua (vidéosurveillance), Sensetime, Megvii, Yitu Technologies (reconnaissance faciale), iFlytex (reconnaissance vocale)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang <i>(interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Mai 2020	Cloudminds (robots intelligents), K Logistics (logistiques), Qihoo 360 (logiciels) Skyeye Laser (télé-détection)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur engagement présumé dans les activités militaires et les armes de destruction massive <i>(interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>
Mai 2020	Huafu (vêtements), CloudWalk (reconnaissance faciale), FiberHome (télécommunications),	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang <i>(interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce)</i>

	NetPosa (vidéosurveillance)	
Juillet 2020	Esquel, Synergy, Taida Apparel (vêtements), Bitland (laptops), Meiling (électroménager), Haolin (accessoires de cheveux),	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la campagne de violation des droits de l'homme dans le Xinjiang (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Août 2020	Huawei et ses filiales (télécommunications)	Nouvelles règles limitant l'accès de Huawei aux puces américaines fabriquées à l'étranger (<i>interdiction aux entreprises non-américaines de fournir à Huawei à l'aide de technologie américaine sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>) Inscription sur la « liste des entités » de 38 filiales de Huawei
Août 2020	China Communications Construction Company (construction), Huanjia Telecommunication, Guoguang Data Communications (télécommunications)	Inscription sur la « liste des entités » du fait de leur implication présumée dans la construction d'îles artificielles en mer de Chine méridionale (<i>interdiction aux entreprises américaines de fournir ces entreprises sauf octroi d'une licence par le département du Commerce</i>)
Septembre 2020	SMIC (semi-conducteurs)	Un possible placement par le département de la Défense de l'entreprise <i>Semiconductor Manufacturing International Corporation</i> (SMIC) sur la « liste des entités » du département du Commerce, accusé d'entretenir des liens avec le complexe industrialo-militaire chinois
Septembre 2020	Union Development Group (immobilier)	Sanctions lancées par le Trésor américain envers <i>Union Development Group</i> (UDG), entreprise d'Etat chinoise, construisant un complexe aéroportuaire, portuaire et hôtelier dans un parc naturel au Cambodge jugé capable d'accueillir des ressources militaires chinoises
Septembre 2020	Tiktok, Wechat (Internet)	Annoncée par le département du Commerce , l'interdiction de la distribution (téléchargement) des applications Wechat a débuté le 20 septembre et va débiter le 27 septembre pour

		<p>Tiktok. Les mises à jour et les services de paiements de Wechat sont également interdits sur le territoire américain.</p> <p>Tiktok peut cependant opérer jusqu'au 12 novembre (si téléchargé avant le 27 septembre).</p>
Septembre 2020	<p>Xinjiang Production and Construction Corps (coton), Yili Zhuowan Garment Manufacturing Co. (textile), Baoding LYSZD Trade and Business Co. (textile), Lop County Industrial Park et Lop County No. 4 Vocational Skills Education and Training Center (éducation)</p>	<p>Le service des Douanes et de la Protection des frontières des États-Unis (CBP) a publié le 14 septembre cinq <i>Withhold Release Orders</i> (WRO ou ordres de refuser la mainlevée de marchandises) visant des entreprises de production et de transformation de coton ainsi qu'une entreprise textile et un centre d'éducation, toutes situées au Xinjiang. D'après le CBP, ces entreprises utiliseraient de la main d'œuvre soumise au travail forcé.</p>
Novembre 2020	<p>China Mobile, China Unicom et China Telecom</p>	<p>Un décret présidentiel du 12 novembre interdit aux investisseurs américains d'effectuer de nouveaux achats dans les titres de ces sociétés à partir du 11 janvier. Selon ce décret, les investisseurs auront jusqu'au mois de novembre 2021 pour vendre leurs participations existantes.</p> <p>La bourse de New York (<i>New York Stock Exchange</i>, NYSE) a finalement décidé le 6 janvier 2021 de retirer de la cote de ces trois opérateurs de télécommunications chinois.</p>
Décembre 2020	<p>SMIC (semi-conducteurs), CNOOC (pétrole), China Construction Technology, China International Engineering Consulting Corp</p>	<p>Le 3 décembre, le département de la Défense américain a ajouté ces quatre entreprises chinoises supplémentaires à sa « liste noire » pour être « détenues ou contrôlées » par l'armée chinoise. Les investisseurs américains ne peuvent investir dans les sociétés présentes sur cette liste et doivent également désinvestir de ces sociétés.</p>

<p>Décembre 2020</p>	<p>59 entités chinoises dont SMIC et ses filiales, DJI (drones)</p>	<p>Le 18 décembre, le bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du département du Commerce aux Etats-Unis a publié une annonce pour ajouter 77 entités- dont 59 chinoises et une hongkongaise dans sa liste des entités (<i>Entity List</i>), y compris l'entreprise du semi-conducteur SMIC et ses 10 filiales ; en accusant ces entités de la « violation des droits de l'homme » au Xinjiang, ou des engagements dans la « militarisation de la mer de Chine méridionale », ou encore du « vol des technologies américaines » pour soutenir la « modernisation de l'armée chinoise ».</p>
<p>Décembre 2020</p>	<p>58 entités chinoises dont AVIC, AECC et ASPT (aéronautique)</p>	<p>Le 21 décembre, le BIS a annoncé la décision de créer une nouvelle « liste noire » - la liste des utilisateurs finaux militaires (« <i>Military End User List</i>), tout en annonçant la première tranche de 103 entités qui ont été intégrées – dont 58 chinoises et 45 russes. Le secteur de l'aviation et de l'aérospatial en Chine a été particulièrement ciblé. Les entreprises auront besoin d'une licence du gouvernement américain pour exporter, réexporter, ou transférer certains biens désignés aux entités dans cette nouvelle liste</p>
<p>Janvier 2021</p>	<p>8 applications chinoises dont Wechat pay et Alipay</p>	<p>Un décret présidentiel de Donald Trump interdit les transactions avec huit applications chinoises, dont les services de paiement Alipay et WeChat Pay, au motif que ces derniers « continuent de menacer la sécurité nationale, la politique étrangère et l'économie ». Ce décret devrait entrer en vigueur 45 jours après sa publication</p>
<p>Janvier 2021</p>	<p>Les produits de tomates et de coton fabriqué au Xinjiang</p>	<p>Le <i>U.S. Customs and Border Protection</i> (CPB) a publié un <i>Withhold Release Order</i> (WRO) le 13 janvier 2021, entrant en vigueur le même jour, envers tous les produits de tomates et de coton produits au Xinjiang en raison du recours au travail forcé de la minorité ouïghour.</p>
<p>Janvier 2021</p>	<p>9 entreprises chinoises dont COMAC et Xiaomi</p>	<p>Le Département de la Défense (DoD) a publié le 14 janvier une liste de 9 nouvelles entreprises chinoises (dont l'entreprise de télécom Xiaomi et le constructeur aéronautique COMAC) incriminant leurs liens et soutiens aux activités</p>

		militaires et aux intérêts de l'Armée Populaire de Libération
Avril 2021	7 entreprises chinoises de supercalculateurs	Le <i>Bureau of Industry and Security</i> (BIS) du département américain du Commerce a ajouté sept entreprises chinoises de supercalculateurs à la « <i>Entity List</i> » citant des activités contraires aux intérêts de la sécurité nationale et de la politique étrangère des Etats-Unis.

Retour au sommaire ([ici](#))



Climat des affaires

Climat des affaires : la SAMR publie le plan législatif pour 2021

Le 1^{er} avril, l'administration de la Règlementation du Marché (SAMR) a publié [son plan législatif pour l'année 2021](#). La SAMR prévoit de publier six lois et réglementations législatives, ainsi que 61 réglementations départementales³.

Concernant le climat des affaires, le plan législatif prévoit notamment la sortie des mesures de mise en œuvre des législations suivantes :

- la loi portant sur les brevets ;
- la réglementation portant sur les secrets commerciaux ;
- la réglementation portant sur la concurrence déloyale;
- l'enregistrement des entreprises étrangères ;
- la liste noire du système de crédit social.

Une première version des mesures de mise en œuvre sera transmise au ministère de la Justice avant le 30 juin 2021 pour un contrôle de légalité.

Retour au sommaire ([ici](#))

³ Dans la hiérarchie des normes chinoises, les lois sont dessus les réglementations administratives, et les réglementations administratives sont dessus les réglementations départementales.

Industrie et numérique

Tourisme : des chiffres en hausse à l'occasion de la « fête des morts »

A l'occasion de la « fête des morts » (*Qingmingjie*, weekend de trois jours), [102 M de touristes](#) ont voyagé en Chine, soit plus du double par rapport à la même période en 2020 (+144,6%) ; et un niveau presque équivalent (94,5%) à celui de 2019 (-8,9%). Ce chiffre est également supérieur à ceux du Nouvel an chinois de 2021, où les voyages avaient été déconseillés dans un contexte de résurgence des cas de Covid-19.

De même, le chiffre d'affaires généré par le tourisme lors de ce weekend de trois jours est quatre fois supérieur à celui de 2020 ; il reste toutefois bien inférieur au niveau pré-pandémie (moins de 60% du niveau de 2019).

Terres rares : le conflit en Birmanie pourrait perturber la chaîne d'approvisionnement pour la Chine

Alors que le conflit perdure en Birmanie depuis le coup d'Etat du 1^{er} février dernier, la chaîne d'approvisionnement en terres rares, notamment lourdes, de la Chine pourrait être perturbée. Toutes les exploitations minières d'argiles d'ion-adsorption (IAC) [ont été suspendues](#) fin février et ne semblent pas reprendre dans un futur proche.

Or, peu d'alternatives aux terres rares lourdes, qui incluent notamment les composés de dysprosium et de terbium, semblent exister. En 2020, 39% de la production de terres rares lourdes émanaient de Birmanie, et 48% de Chine – en comparaison, le 3^e producteur, Lynas Corporation, représente près de 5,5% de la production mondiale. Si la Chine domine la chaîne de valeur des terres rares (voir [note du SER de Pékin du 4 novembre 2019](#)), elle continue de s'appuyer sur la Birmanie pour près de la moitié des concentrés de terres rares en 2020. L'incertitude de l'approvisionnement des terres rares lourdes en Birmanie et la diminution progressives des stocks en Chine ont entraîné une hausse des prix du dysprosium et du terbium au T1-2020.

Pour mémoire, les éléments de terres rares sont un groupe de 17 éléments chimiques relativement abondants dans la croûte terrestre, dont les propriétés physiques en font des éléments essentiels aux industries de l'électronique, électromagnétique, énergies nouvelles. Ils sont subdivisés en deux groupes : les terres rares légères (les plus abondantes) et les terres rares lourdes, moins abondantes. Les terres rares lourdes permettent des applications telles que les aimants permanents, les diodes, les phosphores ou les renforçateurs de dispersion dans les métaux.

Automobile : en partenariat avec le constructeur Arcfox, Huawei fournit une solution *software* pour la conduite autonome

Huawei et Arcfox, marque du constructeur automobile BAIC, ont lancé une [voiture électrique avec une gamme de fonctions de conduite autonome](#). Il s'agira de la première voiture utilisant Huawei Hi, une solution s'appuyant sur le système d'exploitation Harmony OS de Huawei et compatible avec la 5G, selon Huawei – ce qui la différencie de l'écran HiCar utilisé dans un véhicule de BYD.

Contrairement à [Xiaomi](#) qui a récemment annoncé construire son premier véhicule électrique, Huawei a indiqué souhaiter y fournir des solutions et non construire ses propres véhicules. L'entreprise s'est accordée avec 18 constructeurs automobiles pour former un « écosystème automobile 5G » utilisant le système HiCar de Huawei.

Le lancement de ce véhicule électrique intervient alors que la croissance des recettes de Huawei en 2020 a été la plus basse depuis une décennie ([3,8%](#)). Le groupe a enregistré un chiffre d'affaires de 136,7 Mds USD, dont 65,6% provenaient du marché chinois ; à l'inverse, affectées par les sanctions américaines, les ventes de Huawei en Europe, en Afrique et au Moyen-Orient ont enregistré une baisse de 12,2%, et de 8,7% en Asie-Pacifique. Lors de la présentation de bilan financier annuel, le groupe a par ailleurs indiqué avoir investi 16,7% de son revenu en R&D en 2020 – soit, en valeur cumulée depuis 10 ans, 92,3 Mds EUR.

Cloud : la plateforme européenne Gaia-X accueille Huawei, Alibaba Cloud parmi ses 212 nouveaux membres

[212 entreprises](#), dont Alibaba Cloud, Huawei, Palantir ou encore Oracle ont rejoint Gaia-X. En octobre dernier, le ministre allemand de l'Économie et de l'Énergie avait déclaré que les entreprises technologiques américaines et chinoises étaient les bienvenues au sein de l'initiative.

Gaia-X est un projet d'écosystème unifié fédérant les acteurs de services *cloud* et *data* au niveau européen, dont le principal projet est un label visant à reconnaître la conformité des offres aux standards de souveraineté et sécurité des données ([règles](#) d'interopérabilité, de réversibilité, de transparence). Alors que ce label a été mis en point le 22 mars 2021, les premières solutions labellisées Gaia-X sont attendues pour décembre 2021.

Retour au sommaire ([ici](#))

Développement durable, énergie et transports

Aéronautique : China Eastern participera au plan de recapitalisation d'Air France KLM

Le groupe chinois China Eastern [vient d'annoncer](#) qu'il augmentera sa participation au capital du groupe Air France KLM, dans le cadre du plan de recapitalisation de 4 Mds EUR. Cette décision est prise en réaction à la [récente décision](#) de l'Etat français d'augmenter sa propre participation au capital d'Air France à hauteur d'environ 30 % (contre 14,3 % jusqu'à présent), notamment par conversion des prêts garantis par l'Etat concédés l'an dernier par l'Etat en capitaux propres. Cette augmentation de la participation de l'Etat fait suite au plan de soutien à Air France KLM, durement affectée par la crise pandémique (7,1 Mds EUR de pertes en 2020).

Le renforcement de la participation de China Eastern s'inscrit dans une volonté de « renforcement de la coopération stratégique » avec AF KLM, sans dilution de sa participation, jusqu'alors fixée à environ 8,8 % et qui devrait se maintenir sous la barre des 10 %. De leurs côtés, les deux autres actionnaires principaux d'Air France KLM, l'Etat néerlandais (jusqu'à présent 14 %) et Delta Airlines (8,8 %), n'ont pas annoncé de participation nouvelle suite à cette recapitalisation, et verront donc leur part être proportionnellement diluée par l'afflux de capitaux.

A noter que China Eastern a récemment annoncé [une augmentation de capital](#) de plus de 50 %, en passant de 16,8 Mds CNY à 25,3 Mds CNY (de 2,2 Mds EUR à 3,3 Mds EUR), avec l'apport de nouveaux actionnaires publics.

Pour rappel, China Eastern Aviation Industry & Investment Company, filiale du groupe China Eastern Airlines, avait investi 375 M EUR dans le cadre d'une participation stratégique dans le groupe Air France-KLM en 2017, incluant la présence d'un administrateur au sein du groupe. Dans les cinq dernières années, China Eastern Airlines et Air France-KLM ont conclu plusieurs accords de coopération dans les domaines de l'exploitation commerciale de liaisons entre la France, les Pays-Bas et la Chine, et pour la maintenance des flottes et leur approvisionnement en pièces détachées.

Climat : l'extraction de bitcoins en Chine pourrait compromettre les objectifs climatiques nationaux d'après une nouvelle étude

Une nouvelle étude publiée le 6 avril dans la revue [Nature communications](#) par des chercheurs des universités de l'Académie chinoise des sciences, de Tsinghua, de Cornell et de Surrey interroge la soutenabilité de l'extraction de bitcoins en Chine. D'après leurs simulations, la consommation électrique et les émissions de carbone de ce secteur connaîtraient une augmentation fulgurante dans les prochaines années et atteindraient un pic en 2024. Selon la trajectoire actuelle, la consommation d'électricité des « mineurs » de bitcoins chinois atteindrait en effet 297 TWh en 2024, un chiffre supérieur à la consommation totale de l'Italie en 2016 et en hausse de 412 % par rapport à celui anticipé pour l'année 2021. Les émissions de CO₂ associées atteindraient 130,5 Mt (+422 % par rapport à 2021) soit l'équivalent des émissions annuelles de la République Tchèque ou du Qatar en 2016. Ceci

placerait le secteur du minage de bitcoins à la 10^{ème} position des 42 secteurs industriels chinois les plus émetteurs et représenterait l'équivalent de 5,4% des émissions liées à la production d'électricité en Chine en 2016.

En cause, l'utilisation par les mineurs d'une puissance de calcul toujours plus importante pour calculer l'empreinte d'un bloc grâce à un algorithme de hachage et ainsi pouvoir l'ajouter à la *blockchain*, cette « preuve de travail » (en anglais *proof-of-work* ou PoW) donnant lieu à une rémunération en bitcoins. A la consommation d'énergie des unités de calcul s'ajoute celle de la climatisation utilisée pour les refroidir. Pour réduire leurs frais, les coopératives de mineurs sont installées dans des régions où l'électricité est abondante et peu chère, comme les provinces du Yunnan et du Sichuan pour l'hydroélectricité ou la Mongolie Intérieure et le Xinjiang pour le charbon. Selon les données de BTC.com utilisées dans l'étude, en avril 2020, la Chine représentait près de 80% de la puissance de hachage du réseau bitcoin, 40 % des mineurs utilisant de l'électricité issue du charbon.

Les chercheurs ont simulé dans l'étude l'efficacité de différentes mesures en vue de limiter les émissions de CO₂ liées au fonctionnement de la *blockchain* Bitcoin. Ils estiment que la mise en place d'une taxe carbone aurait un effet limité par rapport à une politique consistant à relocaliser les coopératives de mineurs des régions charbonnières vers des régions abondantes en hydroélectricité. L'étude conclue qu'en l'absence de mesures, l'extraction de bitcoins pourrait devenir un obstacle aux objectifs climatiques de la Chine, qui s'est engagée pour 2030 à réduire ses émissions de CO₂ par unité de PIB de plus de 65% par rapport à 2005 (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 14 décembre 2020](#)). Cependant, les simulations de l'étude montrent aussi qu'à cet horizon de temps et pour l'ensemble des scénarios, les mineurs de bitcoins auront progressivement cessé leurs activités en Chine, leurs coûts dépassant les bénéfices engendrés.

Pour mémoire, si les levées de fonds en crypto-monnaies (ICO) sont interdites en Chine depuis 2017 et leur échange sur des plateformes de commerce suspendu, seule la Mongolie Intérieure a pour l'instant banni leur extraction à compter de fin avril pour limiter l'intensité énergétique de son économie (voir [Brèves du SER de Pékin, semaine du 8 mars 2021](#)). Un [appel à commentaires](#) de la NDRC de 2019 sur la planification de la structure industrielle prévoyait d'interdire le secteur de l'extraction de monnaies virtuelles, mais celui-ci a finalement été retiré dans la version définitive du texte.

Energie : la Chine a installé 76 % des nouvelles centrales à charbon dans le monde en 2020

La Chine a mis en service 38,4 GW de capacités de production électrique au charbon en 2020, selon un [rapport](#) publié cette semaine par le think-tank américain *Global Energy Monitor* (GEM) et le *Center for Research on Energy and Clean Air* (CREA) basé à Helsinki. Elle représente ainsi 76 % de l'ensemble des nouvelles centrales au charbon installées dans le monde l'année dernière, dépassant de loin ses voisins asiatiques (Inde : 2 GW ; Japon : 2 GW) et européens (Allemagne : 1,1 GW ; Pologne : 0,9 GW). En comptant les démantèlements d'anciennes centrales, qui ont atteint un record en 2020 avec 37,8 GW retirés du réseau en 2020, l'augmentation nette de la capacité de production mondiale d'électricité au charbon s'élève à 12,5 GW. Ce sont les Etats-Unis qui ont le plus démantelé de centrales en 2020 (- 11,3 GW), devant l'Union Européenne (-10,1 GW) et la Chine (-8,8 GW).

Le nombre de nouvelles centrales au charbon autorisées en Chine en 2020 (36,9 GW) a dépassé celui des trois années précédentes combinées (28,5 GW), dans un contexte où le gouvernement a assoupli la délivrance de nouveaux permis depuis 2019 et où les provinces ont utilisé les projets au charbon pour redynamiser leurs

économies suite à la crise du Covid-19. Actuellement, le pays dispose de 88,1 GW en cours de construction et 158,7 GW au stade de projet, portant à 246,8 GW la capacité totale en cours de développement dans le pays. Cela représente la moitié de l'ensemble des centrales à charbon prévues ou en construction dans le monde (503,1 GW).

Malgré les objectifs annoncés de décarbonation de son bouquet énergétique (la part des énergies non fossiles devra être portée à 25 % en 2030), la Chine continue à faire de la sécurité énergétique sa priorité et affiche dans son 14^{ème} plan quinquennal sa volonté de promouvoir une « utilisation propre » du charbon. Des objectifs portant sur la réduction de la consommation de charbon pourraient figurer dans le plan sectoriel énergie attendu pour la fin 2021.

Développement durable : le constructeur d'une centrale hydraulique au Yunnan condamné à investir 17,1 millions RMB dans la restauration écologique

Deux ans après la plainte déposée par *Friends of Nature*, une ONG environnementale chinoise, contre *China Resources Power*, constructeur de la centrale hydraulique de Huilongshan au Xishuangbanna dans le Yunnan, la cour de justice locale a annoncé le 2 avril que *China Resources Power* a été condamnée à investir 17,1 millions RMB (environ 2,2 millions EUR) pour la restauration écologique et à produire jusqu'en 2035 des rapports annuels sur l'état environnemental, adressés aux administrations concernées et à *Friends of Nature*.

Avec une capacité installée de 113 MW, la centrale hydraulique de Huilongshan a été mise en service en avril 2020 après 4 ans et demi de travaux. Située en aval de la rivière Xiaohei qui alimente un des principaux affluents (Luosuo) du Mékong, la centrale hydraulique pourrait détruire près de 17 hectares de forêt tropicale humide, dont des arbres en voie de disparition tels que le *Caryota urens*. En outre, d'après *Friends of Nature*, le projet pourrait endommager en amont l'habitat d'espèces menacées, comme l'éléphant d'Asie, et en aval la réserve protégée de Luosuo, riche en faune aquatique. Malgré toutes ces inquiétudes environnementales, le projet avait été approuvé par la commission pour le Développement et la Réforme dans le Yunnan en 2012.



Ligne rouge : aire protégée de Xishuangbanna

Ligne bleue : partie de l'aire protégée inondée par la centrale hydraulique

Ligne verte : zone inondée par la centrale hydraulique

Eclair rouge : centrale hydraulique de Huilongshan

Retour au sommaire ([ici](#))



Actualités régionales

Delta du Yangtsé : le tourisme durant la fête de Qingming atteint presque les niveaux pré-épidémique

Selon le Ministère de la Culture et du tourisme, durant la fête de Qingming 102 millions de touristes nationaux ont voyagé en Chine, soit 94,5 % du total de la même période en 2019. Le delta du Yangtsé a enregistré 49,4 millions de touristes, les réservations ayant augmenté de 300 % en glissement annuel. China Railway Shanghai Bureau Group. Co., Ltd estime qu'un total d'environ 11 millions de passagers ont transité par le delta entre le 2 et le 5 avril, soit 22,7 % du volume total de passagers des chemins de fer nationaux. Le record est le 3 avril pour le delta, avec 3,2 millions de passagers en une seule journée. Le flux total de passagers dans le delta a atteint 98,9 % du total de la même période en 2019.

Source : [STCN](#)

Wuhan-Automobile : le constructeur électrique chinois Xpeng annonce son intention de construire à Wuhan une nouvelle usine terminale.

Cette usine serait établie dans la zone de développement de Wuhan, zone économique spéciale historiquement axée sur le secteur automobile, et disposerait d'une capacité de production annuelle de 100 000 véhicules à terme. Les responsables de l'entreprise estiment que la production pourra débuter dès 2023 mais n'ont pas encore annoncé le montant auquel l'investissement se chiffrerait. Les ventes de Xpeng ont totalisé 8 000 véhicules sur les deux premiers mois de l'année, en hausse après des ventes de l'ordre de 15 000 voitures sur l'ensemble de l'année 2020. Cette performance reste cependant inférieure à celle de son concurrent américain Tesla, qui a vendu 33 000 véhicules en janvier-février 2021.

Wuhan : Sinopharm prévoit de décupler sa capacité de production de vaccins à Wuhan d'ici à mai 2021.

Les travaux d'extension de l'usine Sinopharm de Wuhan, localisée dans le district de Jiangxia, ont débuté en mars 2021 et consistent en l'ajout d'une surface de 140 000 m². Selon un communiqué de l'entreprise, cette expansion permettra de porter sa capacité annuelle de production de vaccins contre le Sars-Cov-2 de 100 millions de doses à un milliard de doses dès le mois de mai. Un total de 6 millions de personnes ont reçu une injection dans l'ensemble du Hubei au 31 mars, soit 10,2% de la population de la province.

[Source \(en chinois\)](#)

Hubei : nouvelles conférences de promotion des investissements.

La 3^e Exposition mondiale de la santé de Wuhan a ouvert le 8 avril et a été l'occasion pour Ying Yong, secrétaire du comité du Parti de la province, d'annoncer une « double victoire », d'abord dans la lutte contre l'épidémie puis dans la lutte pour le redressement de l'économie. Il a souligné un redressement de la consommation, alors que les ventes de détail ont connu une hausse de +55% en glissement annuel sur les deux premiers mois de l'année, dû à un fort effet de base, et ont ainsi retrouvé leur niveau de 2019. Ying Yong a insisté sur l'importance du secteur de la santé dans le développement futur du pays, dans le cadre du plan « Vision 2035 ». Le secrétaire du parti de la municipalité de Wuhan Wang Zhonglin a pour sa part annoncé une politique dite du cercle de la

santé destinée à répondre aux besoins croissants de la population de Wuhan dans ce domaine à travers la construction de nouveaux hôpitaux: chaque habitant doit pouvoir avoir accès à un hôpital en 10 minutes de transport. La population du Hubei connaît un phénomène de vieillissement rapide : selon les dernières données rendues publiques, la proportion de la population âgée de 65 ans ou plus est passée de 9% en 2010 à 12% en 2017. Un « cercle de la culture et du sport » doit également permettre à tout habitant de Wuhan d’avoir accès en 12 minutes à des infrastructures culturelles (bibliothèque, salle de spectacle...) et sportives (salle de sport, square...). Plusieurs entreprises étrangères de premier plan ont pris part à l’exposition (General Electric, Philips, Siemens, Astra Zeneca).

Un sommet exceptionnel du forum des entrepreneurs chinois « Yabuli » s’est en parallèle tenu le 7 avril à Wuhan, au cours duquel auraient été signés un total de 29 projets d’investissements d’un montant de 34,6 Mds CNY. Parmi les projets annoncés, on relève un projet de centre R&D de Dongfeng Yuexiang, service de mobilité du groupe Dongfeng.

[Source \(en chinois\)](#)

[Retour au sommaire \(ici\)](#)



Hong Kong et Macao

Hong Kong

Bourse : HKEX lance une consultation afin d'alléger les règles de listing imposées aux firmes chinoises

L'opérateur de la bourse hongkongaise a lancé le 31 mars une consultation afin de sonder les acteurs de la place financière au sujet d'un ensemble de réformes, dont l'objet principal est d'alléger les restrictions imposées aux firmes continentales souhaitant être cotées à Hong Kong. Ce projet s'inscrit dans une volonté pour la bourse hongkongaise d'accueillir davantage d'entreprises chinoises, notamment à travers des listings secondaires, dans un contexte d'incertitudes marquées pour celles cotées à New York. La place boursière de Hong Kong a déjà pu bénéficier de l'intérêt de firmes chinoises du secteur technologique au cours des dernières années, notamment à travers les listings secondaires d'Alibaba, ou plus récemment de Baidu et Bilibili (représentant à eux seuls 36 Mds USD de fonds levés).

Le nouveau cadre proposé permettrait aux entreprises chinoises d'obtenir leur listing secondaire à Hong Kong en ne justifiant que d'une capitalisation boursière de 3 Mds HKD (384 M USD) pour celles présentant un historique de cotation d'au moins 5 ans (1,28 Mds USD dans le cas contraire). Le seuil minimum en termes de capitalisation boursière s'élève actuellement à 5,14 Mds USD (1,28 Mds USD pour les entreprises dont le dernier chiffre d'affaires audité dépasse les 128 M USD). Le nouveau cadre permettrait en outre aux entreprises chinoises d'obtenir leur listing secondaire à Hong Kong sans devoir justifier d'une activité innovante.

Reprise économique : le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance pour Hong Kong

Dans le cadre de son rapport d'avril « *World Economic Outlook* », le FMI a mis à jour ses prévisions de croissance 2021 et 2022 pour l'ensemble des pays suivis. A Hong Kong, le FMI attend ainsi un PIB en croissance (termes réels) de 4,3% en 2021 puis 3,8% en 2022 (5,7% puis 5,2% en termes nominaux). L'estimation du FMI pour la croissance hongkongaise en 2021 se trouve ainsi dans la fourchette haute des prévisions du gouvernement de la RAS (3,5 à 5,5% en termes nominaux). L'édition d'octobre 2020 du *World Economic Outlook* faisait état d'une prévision de croissance en termes réels de 3,7% en 2021 (6,1% en termes nominaux).

Immobilier de bureau : les prix poursuivent leur baisse à Hong Kong

La société de conseil en immobilier Colliers fait état d'une baisse de 23% des prix de l'immobilier de bureau entre le troisième trimestre 2018 et le premier trimestre 2021, sous l'effet cumulé des tensions commerciales sino-américaines, des manifestations contre la loi d'extradition puis de la Covid-19. Colliers anticipe pour 2021 une nouvelle baisse des loyers de bureaux de 7% en g.a, ainsi qu'une baisse de 10% des prix de vente au mètre carré pour l'immobilier de bureau haut-de-gamme. Le niveau des prix devrait toutefois toucher un point bas durant le premier semestre 2021 avant de rebondir, toujours selon Colliers, du fait du contrôle de l'épidémie et du déploiement de la vaccination. Les loyers et les prix de vente au mètre carré pourraient ainsi augmenter respectivement de 3% et 4% en 2022, puis de 25% en cumulé entre 2022 et 2025.

Facilités d'accueil des citoyens hongkongais au Royaume-Uni : le gouvernement britannique annonce un plan de soutien à destination des familles émigrant avec un visa BN(O)

Le plan annoncé le 8 avril prévoit une enveloppe de 43 M GBP, destinée au soutien des familles hongkongaises immigrant au Royaume-Uni avec un visa BN(O) (*British National Overseas*). Au sein de l'enveloppe, 30,7 M GBP seront alloués aux conseils locaux (*Councils*) afin de leur permettre de fournir une aide directe aux familles hongkongaises en matière de logement, d'apprentissage de la langue voir un soutien financier.

Le Royaume-Uni a mis en place depuis le 31 janvier 2021 des facilités d'installation à destination des titulaires hongkongais de passeports BN(O) (ainsi qu'à tous les résidents hongkongais nés avant 1997). 123 000 à 153 700 hongkongais pourraient émigrer vers le Royaume-Uni cette année, selon le gouvernement britannique, puis 258 000 à 322 400 au bout de cinq ans, avec un bénéfice économique attendu pour le Royaume Uni après cette période de 2,4 à 2,9 Mds GBP.

Secteur financier : Citi renforce sa présence à Hong Kong, planifiant de recruter 1500 à 1700 nouveaux salariés

La banque américaine Citi, présente à Hong Kong notamment à travers ses activités de banque de détail, de gestion de fortune et de banque d'investissement, a annoncé la création de 1500 à 1700 postes à Hong Kong. Une partie des nouvelles embauches concernera le personnel d'accueil et de service pour la banque de grande clientèle, tandis que les effectifs de la banque d'investissement du groupe devraient également croître, notamment dans l'optique du surplus d'activité généré par le flux croissant d'entreprises chinoises qui souhaiteraient être listées à Hong Kong. En 2020, Citi a levé 40 Mds USD à travers des émissions d'actions et d'obligations pour le compte de ses clients. Ses collectes de dépôts ont cru de 44% à Hong Kong, dans le cadre de son activité de banque de détail,

D'autres banques telles que HSBC et Crédit Suisse ont également annoncé au cours des derniers mois vouloir renforcer de manière significative leur présence au sein de la région, et notamment à Hong Kong. HSBC devrait ainsi embaucher environ 5000 personnes en Asie-Pacifique d'ici 5 ans (comme annoncé lors de la publication de résultats 2020 du groupe), dans le cadre de ses activités de gestion de fortune et Crédit Suisse devrait, d'après son actuel directeur général Thomas Gottstein tripler ses effectifs en Chine continentale.

Retour au sommaire ([ici](#))

Macao

Casinos : les revenus des casinos ont augmenté en mars de +58%

Les revenus des casinos ont augmenté en mars de +58% en glissement annuel à 1 043 M USD, le mois le plus élevé depuis le début de l'épidémie. Macao a allégé le 3 mars les restrictions imposées aux joueurs, dont la possibilité de se tenir à des tables de paris à plusieurs et de rentrer dans un casino sans devoir présenter de test PCR négatif.

Reprise économique : le FMI relève ses prévisions de croissance pour Macao à + 61,2%

Le FMI revoit à la hausse ses prévisions de croissance à Macao en 2021, avec une hausse du PIB attendue de 61,2% (en termes réels, contre 23,9% auparavant) et 43% en 2022. Les allègements des conditions d'accès au territoire macanais depuis la Chine et des mesures de distanciation sociale au sein des casinos devraient nourrir cette reprise attendue.

Retour au sommaire ([ici](#))



Taiwan

PIB: le FMI a révisé ses prévisions de croissance à 4,7% en 2021

D'après les prévisions publiées, le 6 avril, par le Fonds monétaire international (FMI), [Taiwan devrait connaître une croissance économique de 4,7% en 2021](#), contre 3,2% selon son estimation d'octobre 2020. Elles sont légèrement supérieures à celles de la DGBAS (4,64%) en février et de la CBC (4,53%) en mars. Le FMI a également revu à la hausse la croissance taiwanaise, en 2020, de 0% à 3,1%, la plus forte croissance parmi les pays d'Asie-Pacifique devant le Vietnam (2,9%) et la Chine (2,3%). Les trois autres « tigres asiatiques » - la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong, ont enregistré une croissance négative en 2020, à -1%, -5,4% et -6,1% respectivement ; mais ces économies devraient rebondir en 2021. Pour l'année 2022, le FMI table sur une croissance taiwanaise de 3,0% et un taux d'inflation de 1,2% (0,9% en 2021).

Export : Taïwan est devenu le 15ème exportateur mondial en 2020.

[Selon le ministère des Finances \(MOF\)](#), Taïwan a progressé du 17^{ème} au 15^{ème} rang des pays exportateurs (OMC) en 2020. Ses exportations ont atteint leur plus haut niveau depuis 16 ans avec un montant de 345 Md USD (+5%) en raison notamment de la forte demande externe adressée à l'industrie taiwanaise des TIC (semi-conducteurs, informatique, équipements de télécommunication). La bonne tenue des exportations taiwanaises se confirme, en 2021, avec une croissance moyenne de 23,2% au cours des deux premiers mois, un rythme plus élevé qu'au T4 2020 (+8,2%). Les exportations et la production de composants électroniques ont augmenté respectivement de 31,0% et 19,2%. Les commandes adressées à Taïwan au cours de cette période ont quant à elles progressé de 48,5%. La baisse des exportations des industries traditionnelles s'explique par une chute de la demande mondiale plutôt que par une baisse de la compétitivité prix liée à l'appréciation du TWD. La part de la valeur ajoutée de ces industries a, en effet, continué à progresser semblant ainsi traduire une remontée dans la chaîne de valeur.

Réserves de change : la CBC signale l'effet négatif de l'évolution des taux de change

La banque centrale de Taïwan (CBC) a annoncé, le 7 avril, que [les réserves de change s'élevaient à 539 Md USD fin mars](#), soit une baisse de 4,2 Md USD par rapport au mois précédent. Selon la CBC, elle résulte principalement des évolutions des taux de change des autres devises face au dollar américain, et par des sorties importantes de capitaux qui ont entraîné une volatilité excessive (contre laquelle la CBC a adopté des mesures spécifiques). Par ailleurs, les titres et dépôts libellés en TWD détenus par des investisseurs étrangers atteignaient, fin février, 669,2 Md USD, soit un montant correspondant à 124% des réserves de change.

ENR : Taipower inaugure sa plus grande centrale solaire

Une centrale photovoltaïque d'une superficie de 215 hectares et d'une capacité installée de 150 MW a été inaugurée le 31 mars au cœur des marais salants de Tainan. Elle alimentera en électricité plus de [55 000 foyers](#) (200 M kWh/an). 40 MW seront raccordés au réseau électrique dans un premier temps, avant d'atteindre le maximum en août prochain. Taipower prévoit également d'installer à proximité de cette ferme solaire une solution de [stockage](#) de 15 MW. Ce projet qui représente un investissement de 9,65 Md TWD (280 M EUR), inclut des espaces verts et des étangs pour préserver la biodiversité locale. Le premier ministre SU Cheng-chang a

indiqué à cette occasion que la production d'électricité produite à Taiwan à partir de énergies renouvelables dépassait dorénavant celle d'origine nucléaire. L'objectif du gouvernement vise à porter la part des énergies renouvelables à [20% du mix énergétique d'ici 2025](#) dont 20 GW d'électricité d'origine solaire.

Electronique : l'industrie des écrans plats sort du marasme

L'industrie taïwanaise des écrans plats a bénéficié de la forte demande mondiale d'équipements informatiques liée au développement du télétravail et de l'éducation à distance résultant de la pandémie. La valeur de [production a augmenté de 0,3% en 2020](#) mettant fin à [deux années de récession](#) en raison des surcapacités de production en Chine. Au second semestre 2020, la valeur de la production a augmenté de 11,2% en glissement annuel, soit la plus forte augmentation depuis 2013, grâce notamment à la forte demande de grands écrans qui ont représenté 58% des ventes. Ce secteur est principalement tourné vers l'export (6,92 Md USD en 2020), notamment vers la Chine (y compris Hong Kong), qui a reçu 92,5% des exportations, ces produits étant destinés à y être assemblés. Les exportations taiwanaises d'écrans LCD (+5,3% en 2020) sont bien orientées avec des produits à plus forte valeur ajoutée dans le secteur de l'e-sport, de l'automobile et du médical, alors même qu'elles diminuent en Chine (-4,7%), en Corée du Sud (-5,6%) et au Japon (-6,2%).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-Marc Fenet
Rédacteurs : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Yang Jingxia, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Camille Paillard, Dominique Grass, Li Wei, Lianyi Xu, Pascal Millard, Florian Surre, Odile Huang, Hugo Debroise, Charlotté Lau, Chen Cheng

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Orhan Chiali, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berdér, François Lemal

Pour s'abonner : florent.geelhanddemerxem@dtresor.gouv.fr